

Coronavirus et sécurité alimentaire en Afrique

telos-eu.com/fr/economie/coronavirus-et-securite-alimentaire-en-afrique.html

Antoine Bouët, *Telos*, 9 avril 2020

L'Afrique connaît ses premières victimes du coronavirus : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte étaient, à la date du 3 avril, les pays plus touchés[1]. Au-delà de la question sanitaire, qui est particulièrement préoccupante, celle de la sécurité alimentaire pourrait aussi devenir un enjeu. Rappelons les grands traits qui structurent l'approvisionnement alimentaire du continent africain, avant de présenter quelques décisions politiques récentes qui fragilisent cet édifice.



L'Afrique importe (en net) de manière significative les produits alimentaires essentiels : les trois grandes céréales (blé, maïs, riz) pour presque 25 milliards de US\$ par an, mais aussi des viandes et abats comestibles pour 4 mds US\$, des produits laitiers et autres produits d'origine animale pour 4,3 Mds US\$. Ses importations nettes annuelles dans la filière du sucre sont de 4,1 mds US\$ et dans la filière huiles végétales de 8,8 mds US\$.

En contrepartie, l'Afrique réalise des exportations nettes significatives de café, cacao, coton, thé, légumineuses et certains produits de niche : agrumes, tomates, vins d'Afrique du Sud, fleurs coupées, graines de sésame, noix de cajou...[2] Mais ce ne sont pas des produits alimentaires de base, ceux qui sont incontournables pour l'alimentation humaine.

L'Afrique est donc dépendante du commerce mondial pour sa sécurité alimentaire. Or au regard de cette dépendance, il y a aujourd'hui quelques bonnes et quelques mauvaises nouvelles. Commençons par les bonnes !

La production mondiale de biens alimentaires est actuellement satisfaisante

La production mondiale des produits essentiels à l'alimentation humaine est aujourd'hui satisfaisante. Pour les grandes céréales (blé et riz), le niveau mondial des stocks est à un niveau normal. Les récoltes mondiales promettent d'être bonnes. Par exemple, les projections du ministère de l'Agriculture des États-Unis annoncent une augmentation de la récolte mondiale de blé de 5% par rapport à 2019, alors que celle de riz est au même niveau que l'année précédente. Cela se reflète dans la stabilité des prix mondiaux (jusqu'ici !)[3]. Le système de récolte n'est pas menacé par des mesures de distanciation

sociale, car il est extrêmement mécanisé et demande peu de travail. Pour le transport international, cela est aussi vrai pour les relations commerciales entre pays riches et pays émergents, moins pour les continents pauvres, dont l'Afrique, où ces mesures seront plus difficiles à appliquer dans ce secteur. Si les restaurants sont fermés dans beaucoup de pays, la distribution alimentaire en supermarchés continue de fonctionner[4].

La crise sanitaire actuelle ne menace donc pas la production agricole mondiale et les circuits de distribution. C'est un message important à souligner.

Des décisions politiques dangereuses

Maintenant les mauvaises nouvelles ! Certains pays producteurs, en proie à une panique quelque peu irrationnelle, commencent à appliquer des restrictions à l'exportation, voire des interdictions d'exporter.

Le 15 mars, la Russie, premier exportateur de blé au monde, a interdit toute exportation de sarrasin et de riz pour 10 jours, en prétextant l'explosion des achats dans ses propres supermarchés. La Serbie adoptait le même jour ce même type de restriction, puis peu après (22 mars) l'Egypte, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Puis le Honduras le 29 mars. Troisième pays en termes d'exportation de riz, le Vietnam n'a pas interdit ces exportations, mais a suspendu, le 22 mars et jusqu'à nouvel ordre, toute négociation de nouveau contrat de vente à l'étranger portant sur cette céréale. La Thaïlande adoptait le même jour le même type de restriction. Enfin l'Arménie, la Biélorussie et le Cambodge ont restreint les exportations de certains produits agricoles à partir du 5 avril pour respectivement 81, 162 et 30 jours.

Restreindre les exportations sur les marchés mondiaux conduit mécaniquement à une hausse des prix internationaux. La situation des marchés de produits alimentaires de base ne justifie en rien l'adoption de ces mesures. Il faut donc espérer et recommander qu'elles ne se généralisent pas, car l'impact sur des pays importateurs, comme beaucoup de pays africains le sont, pourrait être terrible. De la même façon, une baisse des droits de douane sur ces mêmes produits par les grands pays importateurs aurait pour conséquence d'accentuer les pressions sur les prix mondiaux (augmentation de la demande mondiale) et d'affecter la sécurité alimentaire dans la plupart des petits pays importateurs nets du monde entier.

On retrouve finalement des mécanismes du scénario politique de la crise alimentaire des années 2006-2008, mécanismes qui avaient conduit aux émeutes de la faim. Mais à l'époque, les stocks alimentaires mondiaux étaient beaucoup plus tendus, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Les réactions politiques de restrictions des exportations de céréales et de baisses des droits de douane avaient alors amplifié le début de pression sur les marchés mondiaux, pour conduire à une hausse substantielle des prix agricoles.

Une autre mauvaise nouvelle vient des pays africains eux-mêmes. Beaucoup d'entre eux (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Mali, Niger, Ouganda, Rwanda, Soudan, ...) ont adopté des décisions de fermeture des frontières terrestres. Le fret peut passer, mais les personnes physiques ne le peuvent plus. Cette décision est déjà critiquée par les épidémiologistes qui y voient une incitation aux personnes à utiliser les frontières non couvertes par les autorités douanières et donc un encouragement à la circulation des personnes sans contrôle sanitaire.

Sur le plan économique, elle met en péril le commerce informel transfrontalier de produits agricoles. Ce commerce, réalisé par des individus isolés et portant sur de petites quantités (un sac de céréales, un régime de bananes, quelques kilos de fruits...), permet souvent de subvenir aux besoins essentiels du quotidien. Il est en temps normal toléré par les autorités et peut représenter des montants substantiels : en Ouganda par exemple, ces exportations peuvent représenter entre 15 et 30% des exportations officielles[5]. Ce commerce est une source essentielle de revenus, notamment pour les femmes, mais aussi une marge de flexibilité en termes de sécurité alimentaire : lorsqu'une zone africaine connaît une tension pour l'approvisionnement alimentaire, ce commerce permet, rapidement et de manière spontanée, de répondre à ces besoins. On peut finalement craindre que cette mesure de fermeture des frontières terrestres stimule la contrebande.

À long terme...

À plus long terme, il y a fort à parier que la situation sanitaire actuelle va donner de l'énergie aux arguments protectionnistes. Le cas de l'Afrique et de sa sécurité alimentaire est, dans cette perspective, un cas d'école. Or sans avoir ici l'espace suffisant pour entrer dans le détail des arguments, soulignons que :

- (i) le commerce mondial permet d'obtenir des produits alimentaires à moindre coût et de valoriser au mieux ses avantages comparatifs ; dans le cas des pays africains, il permet à des populations dont le revenu est faible, de gagner de l'argent en vendant à l'étranger des produits sur lesquels ils sont compétitifs et d'acheter des produits alimentaires à des prix plus faibles que s'ils étaient produits localement.
- (ii) Un certain nombre de pays n'ont pas les conditions naturelles et climatiques pour produire les biens essentiels à leur alimentation ; c'est notamment le cas des pays d'Afrique Saharienne (Algérie, Egypte, Maroc, Niger, ...).
- (iii) Le changement climatique va multiplier les événements climatiques extrêmes et accroître le risque de mettre en péril des récoltes locales de manière aléatoire.

Dans cette optique, parier pour l'autarcie alimentaire apparaît comme une stratégie dangereuse.

[1] Voir la carte google du coronavirus : <https://google.com/covid19-map/?hl=fr>

[2] Voir : Bouët, A., et S., Odjo, eds., 2019, The African Agricultural Trade Monitor, IFPRI, Washington DC.

[3] Voir le Portail de la Sécurité Alimentaire : www.foodsecurityportal.org.

[4] Sur l'état de la production mondiale, on pourra consulter une analyse plus complète menée par J. Glauber, D. Laborde, W. Martin et R. Vos :

<http://www.foodsecurityportal.org/covid-19-trade-restrictions-are-worst-possible-response-safeguard-food-security>

[5] Consulter sur ce point Bouët, A., Glauber, J., et K. Pace, 2018, "Informal Cross-Border Trade in Africa: How Much? Why? And What Impact? », IFPRI Discussion Paper, n. 01783, mais aussi les statistiques de la banque centrale d'Ouganda (Bank Of Uganda) et du bureau ougandais des statistiques (Uganda Bureau Of Statistics).